

Document : Evolutions des émissions de CO₂ (totales et par habitant) dans le monde entre 1990 et 2019

	Emissions en 2019 (en millions de tonnes)	Indice des émissions de CO ₂ en 1990	Indice des émissions de CO ₂ en 2019	Emissions/hab en 2019 (en millions de tonnes)	Indice des émissions de CO ₂ /hab en 1990	Indice des émissions de CO ₂ /hab en 2019
Brésil	478	100	209,6	2,3	100	153,3
France	322	100	82,6	4,8	100	71,6
Inde	2 597	100	167,6	1,9	100	271,4
Etats-Unis	5 107	100	106,8	15,6	100	76,9
Chine	11 535	100	479,6	2,1	100	395,2
Monde	38 017	100	167,6	4,3	100	116,3

Note : il s'agit ici des émissions de CO₂ d'un territoire divisées par sa population et non de l'empreinte carbone qui prend en compte les émissions des productions importées.

Source : Chiffres clés du climat France, Europe et Monde - édition 2022, Ministère de la transition écologique

Questions :

1. Comparez l'évolution des émissions de CO₂/hab au Brésil à l'évolution des émissions de CO₂/hab en France.

Etape 1 : Pour chaque évolution, choisissez la ou les formulations & la ou les unités les plus pertinentes.

Au Brésil entre 1990 et 2019, les émissions de CO ₂ ont	⊙	<ul style="list-style-type: none"> ▪ augmenté de ▪ ▪ points ▪ diminué de ▪ ▪ % ▪ été multipliées par ▪ ▪ ▪ été divisées par ▪ ▪
En France entre 1990 et 2019, les émissions de CO ₂ ont	⊙	<ul style="list-style-type: none"> ▪ augmenté de ▪ ▪ points ▪ diminué de ▪ ▪ % ▪ été multipliées par ▪ ▪ ▪ été divisées par ▪ ▪

Etape 2 : Cochez la ou les phrases les plus pertinentes pour comparez les évolutions trouvées précédemment.

En 2019, les émissions de CO ₂ par habitant de la France étaient plus importantes que celles du Brésil.	<input type="checkbox"/>
En 2019, les émissions de CO ₂ par habitant de la France étaient moins importantes que celles du Brésil.	<input type="checkbox"/>
Entre 1990 et 2019, les émissions de CO ₂ par habitant ont augmenté moins vite que celles du Brésil.	<input type="checkbox"/>
Entre 1990 et 2019, les émissions de CO ₂ par habitant ont augmenté plus vite que celle du Brésil.	<input type="checkbox"/>
Entre 1990 et 2019, les émissions de CO ₂ par habitant ont diminué moins vite que celles du Brésil.	<input type="checkbox"/>
Entre 1990 et 2019, les émissions de CO ₂ par habitant ont diminué plus vite que celles du Brésil.	<input type="checkbox"/>
Entre 1990 et 2019, les émissions de CO ₂ par habitant ont augmenté tandis que celles du Brésil ont diminué.	<input type="checkbox"/>
Entre 1990 et 2019, les émissions de CO ₂ par habitant ont diminué tandis que celles du Brésil ont augmenté.	<input type="checkbox"/>

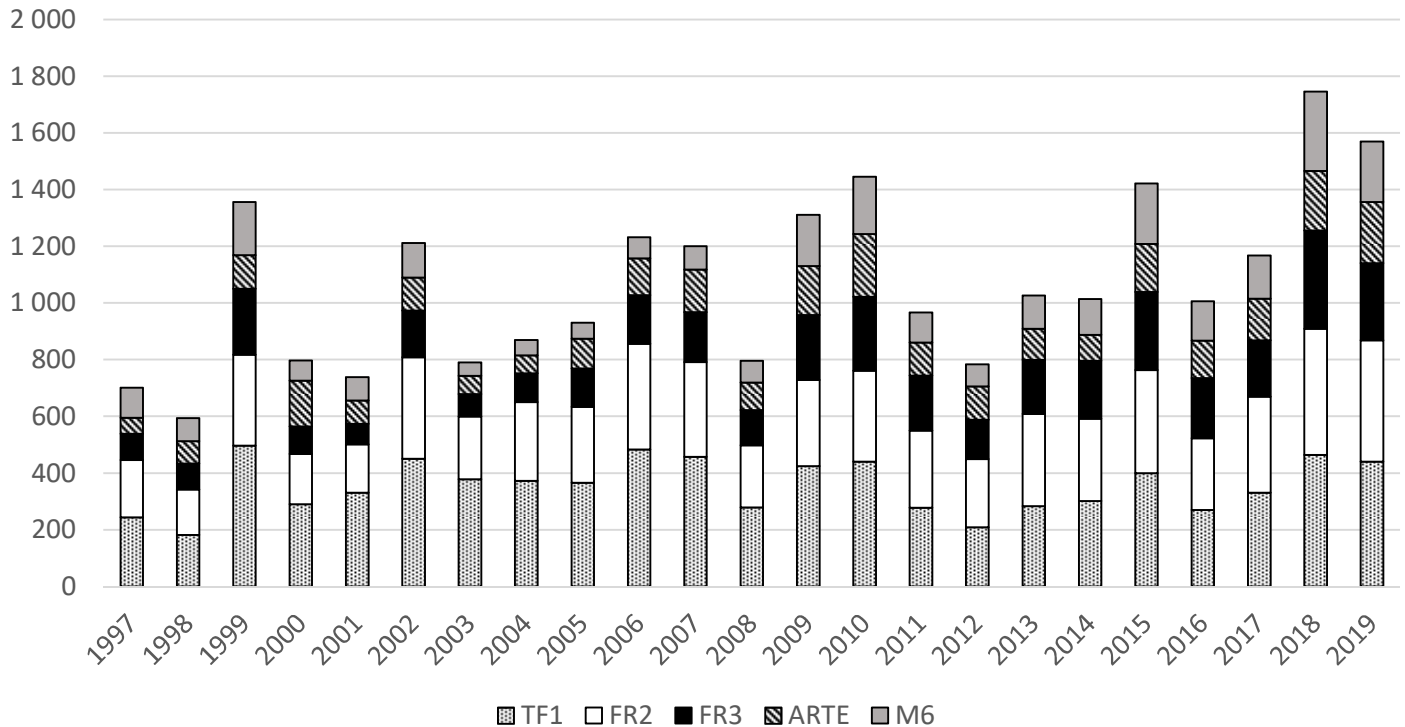
Etape 3 : Maintenant que vous avez trouvé la formulation la plus pertinente, sélectionnez le ou les outils de comparaisons.

..... points % fois
▪ ▪	▪ ▪	▪ ▪
de moins de plus	moins élevé plus élevé	moins rapide plus rapide

2. Montrez que les négociations internationales liées à la préservation de l'environnement subissent des contraintes.

Voici l'objectif d'apprentissage inscrit au programme ayant trait à cette question : « Comprendre qu'en présence de bien commun les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont contraints par des stratégies de passager clandestin et les inégalités de développement entre pays. »

Document : Évolution du nombre total de sujets « environnement », dans les JT du soir de 5 chaînes « historiques »



Source : La Revue des médias, INA, 2020

Questions :

- Réalisez une ou plusieurs phrases de lecture avec les données pour l'année 2019.

- Montrez le processus de mise à l'agenda politique du problème du dérèglement climatique.

Cherchez la définition dans votre cours :

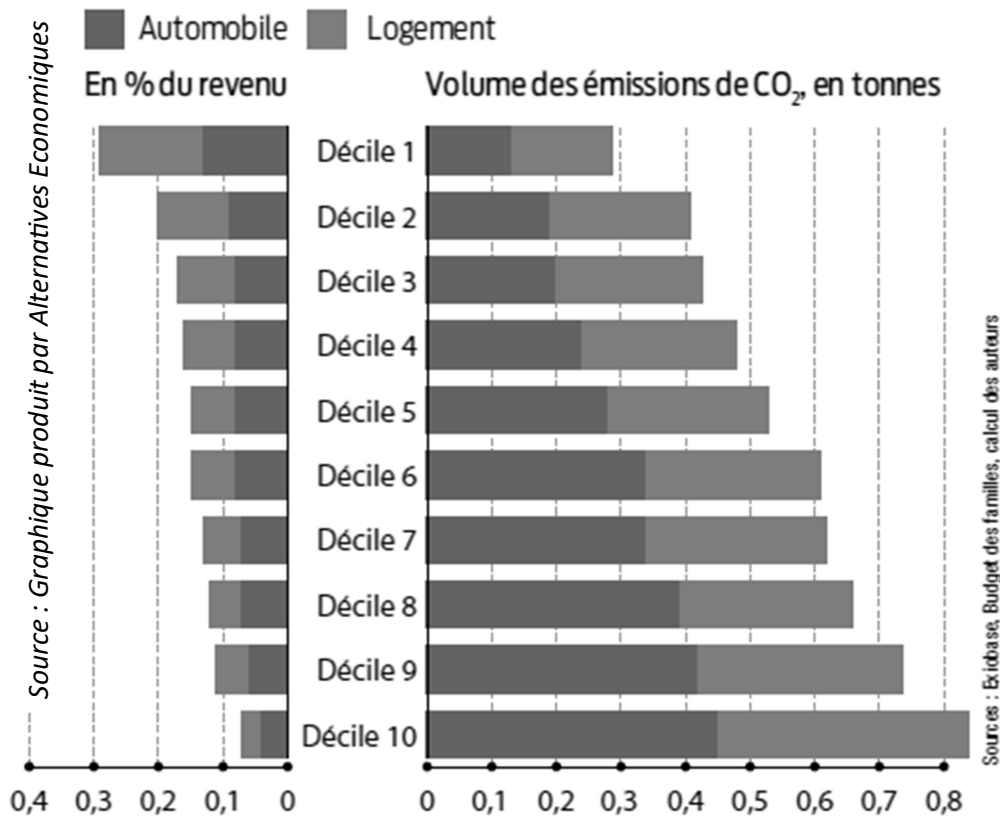
Quelle(s) différence(s) entre dérèglement climatique et réchauffement climatique ?

Affirmation 1 :

Affirmation 2 :

Affirmation 3 (éventuellement) :

Document : Impact d'une contribution climat énergie à 44,60 euros la tonne (niveau 2018) sur le revenu des ménages (en %) et volume des émissions directes de CO₂ (en tonnes) par décile de niveau de vie (revenu disponible)



Questions :

1. Faites une phrase de lecture pour chacune des données du premier décile.

Les ménages les 10 % les plus **modestes / riches** consacrent en moyenne _____ de leurs revenus - _____ % dans le cadre de leurs déplacements en voiture et _____ % dans celui de leur logement - au financement de la contribution climat énergie associée à la taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques (TICPE) et émettent _____ tonne de CO₂.

2. Montrez que la taxation est

un instrument de la politique climatique présentant des limites.

Les prélèvements obligatoires effectués par l'Etat ou les collectivités locales font partie de la panoplie d'outils à disposition des administrations publiques pour lutter contre la production d'externalités défavorables à l'environnement ou la surexploitation des ressources naturelles. La taxe carbone a par exemple été mise en place avec l'objectif d'inciter les agents économiques à réduire leur consommation d'énergie fossile participant au dérèglement climatique.

[Affirmation] La taxation écologique peut être régressive. **[Explication]** La taxation peut affecter proportionnellement davantage les ménages modestes. La composition du budget et des dépenses des ménages est différente selon le niveau de revenu. Les ménages les plus précaires dépensent une partie plus importante de leur revenu (moins d'épargne), et la part qu'ils consacrent aux dépenses contraintes (loyer, déplacements logement-travail...) ou celles permettant de remplir leurs besoins primaires (courses alimentaires, chauffage) sont plus élevées que pour les ménages les plus riches. On ne chauffe pas à une température 2 fois plus élevée son logement lorsque notre revenu est multiplié par 2. Dès lors, une taxe sur l'énergie consommée représentera une partie plus importante du budget des ménages les plus pauvres, leurs efforts sont plus importants. L'acceptabilité sociale de la taxe n'est alors pas assurée.

[Illustration]

[Affirmation] Une taxation peut être inefficace si son niveau n'est pas adapté. **[Explication]** Les pouvoirs publics décident du niveau de la taxe sans pouvoir prendre en compte l'ensemble des paramètres qui justifieraient de l'adapter aux agents économiques. Fixée à un niveau trop bas, la taxe ne constituerait pas une incitation suffisante pour orienter les comportements, fixée à un niveau trop élevé elle pourrait nuire substantiellement à l'activité économique. Sur ce dernier point, la taxe est susceptible d'être répercutée dans le prix payé par le consommateur final. Or la compétitivité-prix est un élément essentiel pour rendre attractif un produit aux consommateurs étrangers dont les entreprises sont soumises à une fiscalité plus faible. Les entreprises locales considérant la fiscalité trop lourde peuvent être tentées de délocaliser leur production vers des pays à la fiscalité avantageuse. Les émissions de carbone ne sont pas supprimées, elles sont seulement déplacées et contribuent de la même façon au réchauffement climatique. **[Explication]** Pour justifier la suppression de l'Impôt sur la fortune, l'argument de la fuite à l'étranger des plus fortunés a été avancé. On peut imaginer qu'une justification semblable permettrait de justifier le moindre effort des plus riches en termes de fiscalité carbone.